

M. l'Orateur: Plait-il à la Chambre d'adopter ladite motion?

Des voix: D'accord.

(La motion est adoptée.)

LA CHAMBRE DES COMMUNES

LA COMMISSION DE LA RÉGIE INTÉRIEURE ET LES INDEMNITÉS DES DÉPUTÉS

M. l'Orateur: J'ai l'honneur de déposer un extrait du compte rendu d'une réunion de la Commission de la régie intérieure sur les indemnités des députés.

QUESTIONS ORALES

LES AÉROPORTS

TORONTO—LES CONSULTATIONS RELATIVES À L'EMPLACEMENT DE L'AÉROPORT

M. G. W. Baldwin (Peace River): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre des Transports. À la lumière de sa déclaration au sujet du projet d'aéroport à Toronto, le gouvernement estime-t-il ne pas devoir consulter le gouvernement de l'Ontario et les gouvernements municipaux intéressés pour connaître leurs vues, et ces gouvernements n'auront-ils pas voix au chapitre en ce qui concerne l'emplacement de l'aéroport?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports): Non, ce n'est pas l'intention du gouvernement de s'abstenir de les consulter. Nous avons déjà eu à ce sujet des entretiens avec le gouvernement provincial et c'est sur la demande de celui-ci que nous nous sommes abstenus de communiquer directement avec les municipalités.

M. Andrew Brewin (Greenwood): Je voudrais poser une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre voudrait-il donner l'assurance que l'important projet d'aéroport ne sera pas entrepris avant que lui-même, le gouvernement et le comité des transports de la Chambre entendent les représentants des gouvernements municipaux et les gens qui vivent dans ce secteur?

L'hon. M. Jamieson: Le comité étudie la question; j'ignore si cela peut rassurer le député, mais je puis sûrement l'assurer que nous entendrons les instances des intéressés.

[L'hon. M. Macdonald.]

M. Lincoln M. Alexander (Hamilton-Ouest): Monsieur l'Orateur, je voudrais adresser une question supplémentaire au ministre. Il a déclaré mardi que si les administrations municipales de l'Ontario veulent prendre part à la décision quant à l'emplacement de l'aéroport de Toronto, elles doivent s'attendre à participer à la gestion et à prendre en charge une partie des déficits éventuels. Le ministre se propose-t-il donc d'aviser toutes les municipalités qu'elles devront participer à la gestion et aux frais d'exploitation si elles veulent avoir leur mot à dire dans le choix des emplacements des aéroports?

L'hon. M. Jamieson: Non, monsieur l'Orateur, je n'en ai pas l'intention. J'ai dit que si les municipalités s'en mêlaient, ce que j'approuve, elles devraient endosser une certaine responsabilité et prendre part à la gestion. Toutefois, je dois informer la Chambre qu'il appartient surtout aux gouvernements provinciaux de décider de la portée de l'intervention des municipalités.

M. J. M. Forrestall (Dartmouth-Halifax-Est): Le ministre peut-il assurer à la Chambre que nous n'aurons pas un scénario de la série des «James Bond» en rapport avec l'aéroport de Sainte-Scholastique?

M. l'Orateur: À l'ordre, je vous prie.

LA DÉFENSE NATIONALE

LE REMPLACEMENT DES APPAREILS «TRACKER» ET «ARGUS»

M. Harold E. Winch (Vancouver-Est): Je voudrais poser une question au ministre de la Défense nationale. Afin d'éviter de se trouver devant une politique de fait accompli, le ministre témoignera-t-il au comité des affaires extérieures et de la défense nationale au sujet du remplacement des appareils Tracker et Argus ou de tout autre projet les concernant envisagé par son ministère?

M. l'Orateur: À l'ordre, je vous prie. Je pense que cette question devrait être étudiée par le comité plutôt que d'être réglée maintenant au moyen de questions et de réponses.

M. Winch: En d'autres termes, ce sera un fait accompli pour ce qui est du comité.

Une voix: Mais il est bilingue!